

bulletin hebdo



Budget : la crise?

Managua, 14 décembre (ANN). Après deux semaines de fortes tensions, l'Assemblée nationale, à l'exception du groupe sandiniste qui s'est abstenu, a finalement voté le budget 1991 en introduisant une importante réduction du poste de la Défense qui constituait la pomme de discorde. La proposition du gouvernement prévoyait 78 millions de cordobas-or, ce qui représentait une réduction de près de 50 % par rapport à l'année dernière. Les députés de l'UNO l'ont ramené à 59 millions, ce qui signifie le départ immédiat de 10 000 soldats et officiers. Mais l'exécutif pourrait exercer son droit de veto, comme la constitution l'y autorise.

Le budget prévu par l'exécutif pour 1991 s'élève à 499 millions de cordobas-or, contre 585 millions en 1990. Il était en accord, selon le ministre-conseiller de la présidence Antonio Lacayo, avec le résultat de la concertation et correspondait à la nécessité de trouver des financements extérieurs. Le montant réservé à la Défense représentait 15,8 % (contre 28,5 prévus au budget 1990). A. Lacayo avait averti que réduire davantage ce poste serait dangereux pour la stabilité. Il faisait valoir en outre que l'armée, avec ses 28 000 effectifs, était plus petite que ne le prévoient les Accords d'Esquipulas.

De son côté, le major-général Joaquín Cuadra, chef de l'Etat major, avait estimé que la forte réduction proposée par les députés de l'UNO n'était "ni réaliste, ni possible dans les conditions actuelles du pays". Il avait expliqué que la proposition de l'exécutif faisait suite à une étude sérieuse et qu'on était parvenu à un "accord raisonnable". Faisant référence à "l'équilibre raisonnable des forces" dont les Accords d'Esquipulas font mention, il avait affirmé que "le Nicaragua ne pouvait avancer seul" et réduire encore davantage son armée.

Jusqu'à ces derniers jours, les députés de l'UNO n'étaient pas d'accord entre eux sur la somme à allouer à la Défense. Après de fortes discussions, ils s'étaient entendus pour proposer un montant de 59 millions. Les députés de la ligne Godoy, qui étaient partisans d'un budget de 38 millions, avaient reçu quelques jours avant la visite "surprise" des maires de la Région V venus les soutenir et annoncer une grève de 24 heures dans leurs mairies pour appuyer leur demande. Action toute symbolique qui n'a eu aucun écho dans le pays.

Dans le but de permettre un consensus, le FSLN a proposé une réduction minime de 6 millions par rapport au projet de l'exécutif, pensant pouvoir attirer

sur ses positions un certain nombre de députés de la majorité. Mais le groupe des "modérés", derrière Alfredo César, a finalement voté la proposition de l'UNO. A. César s'en est expliqué en disant qu'il avait préféré sauvegarder l'unité de la coalition. Cependant, par ce choix, il s'est désolidarisé de la présidence.

SOMMAIRE

Le cordoba-or ou les illusions perdues

Conflit à Telcor

John Hull joue les filles de l'air

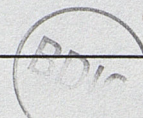
La Primerísima renaît de ses cendres

L'intérêt de Bush en Amérique latine

Guatemala : la tuerie de Santiago Atitlán

Le chagrin du baptême décima les indiens

40P 11481



Le refus de la part de la majorité parlementaire de voter le budget avant la Conférence des pays donateurs qui vient de se tenir à Paris avait gêné le gouvernement qui aurait voulu pouvoir s'appuyer sur un consensus. La position des députés de l'UNO pourrait aujourd'hui provoquer une crise plus importante si l'exécutif décidait d'exercer son droit de veto, comme en a menacé A. Lacayo.

Pour les sandinistes, il est clair que les partis de l'UNO veulent destabiliser le gouvernement Chamorro en sapant son autorité. De plus, beaucoup voient dans la permanence d'Humberto Ortega à son poste à la tête des Forces armées le signe d'un "co-gouvernement" dans lequel le FSLN aurait encore une part de pouvoir très importante. La bataille du budget a pris l'allure d'une "vendetta" par laquelle la droite a cherché à en finir avec le sandinisme.

Avec un budget de 59 millions, l'armée va devoir licencier rapidement 10 000 soldats qui vont aller grossir la masse des chômeurs. Les députés de l'UNO n'ont même pas proposé d'étudier un plan de reconversion, comme cela a été fait lors de la précédente réduction des Forces armées. Comme le signale *Barricada* dans son éditorial du 15 décembre, c'est un facteur important d'instabilité. "Avec ces dix mille chômeurs supplémentaires, les possibilités de satisfaire les exigences des démobilisés de la contra diminuent considérablement". Le quotidien estime que les députés ont tourné le dos "aux efforts de normalisation" et demande avec quelles forces armées on pourra désormais "dissuader les actions extrémistes visant à imposer la loi de la jungle". Sergio Ramírez, chef du groupe sandiniste, a pour sa part souligné la grave responsabilité qu'a pris l'UNO au moment où la communauté internationale, comme on l'a vu lors de la Conférence des pays donateurs à Paris, insiste sur la nécessité de chercher le consensus avec l'opposition.

LE CORDOBA-OR OU LES ILLUSIONS PERDUES

Managua, 12 décembre (ANN/Barricada/Pensamiento Propio). Il y a un peu plus de deux mois, l'auteur du plan de stabilisation économique, Francisco Mayorga, démissionnait de son poste de Président de la Banque Centrale. Son départ, ainsi que le report indéfini de l'introduction du cordoba-or comme monnaie unique au Nicaragua qui vient d'être annoncé, traduisent l'échec de sa politique de stabilisation.

Les mesures prises par F. Mayorga consistaient uniquement en des variations du taux de change du cordoba par rapport au dollar. Les conséquences de cette politique erronée constituent un grave handicap pour l'application des nouveaux programmes d'ajustement annoncés par le gouvernement.

F. Mayorga a attribué l'échec de son plan aux organisations sandinistes, jugeant que c'étaient elles qui avaient empêché que la réduction du déficit budgétaire se fasse dans les délais prévus. En réalité, le plan Mayorga suscitait déjà, même chez ses collègues du gouvernement, beaucoup de scepticisme. En effet, les Etats-Unis sont loin d'avoir apporté l'aide escomptée pour soutenir la parité du cordoba-or avec le dollar. D'autre part, la réduction du crédit et les changements survenus dans la tenure de la terre ont empêché l'augmentation de la production agricole, qui était nécessaire. Il aurait fallu également que le gouvernement garantisse un minimum de stabilité sociale. Mais les mesures de choc de F. Mayorga ont provoqué la résistance résolue des organisations sandinistes. Le gouvernement a été contraint de souscrire des accords de concertation qui l'ont forcé à réviser sa politique.

A ce jour, ces accords ne sont que des vœux pieux et l'avenir dira s'ils seront respectés. Pour le moment, le gouvernement n'a pas encore fait état de nouveaux programmes économiques allant au-delà d'une première phase de stabilisation monétaire. Par contre, une stratégie d'exportation a souvent été mentionnée, mais elle se limite à quelques précisions sur la politique du taux de change. En d'autres termes, il n'est fait référence qu'aux dévaluations successives qui accentuent le problème de l'endettement du Nicaragua.

LES DEGATS DU CORDOBA-OR

La timide introduction du cordoba-or n'a fait qu'accroître le désordre qui règne dans le marché monétaire du Nicaragua. Cette nouvelle monnaie, de très faible circulation et par conséquent inutilisable pour opérer des transactions commerciales, a donc fait une apparition décevante dans sa tentative de se ménager une place aux côtés de l'ancien cordoba, qui continue d'être la monnaie courante, et du dollar qui règne dans les coulisses du marché noir. Officiellement, le cordoba-or maintient la parité avec le dollar, mais de fait, au marché noir celui-ci est plus coté que la nouvelle monnaie.

Le gouvernement a donc contourné l'interdiction constitutionnelle d'introduire une nouvelle monnaie comme moyen de paiement et de calcul et a indirectement établi le dollar comme véritable unité de mesure de la valeur des produits et des services nationaux. Outre que cela lèse la souveraineté nationale, ce n'est pas le décret officiel de la parité du cordoba-or avec le dollar qui aboutira à la stabilité monétaire.

Car depuis longtemps le dollar n'est plus la monnaie la plus forte du monde. Le déficit des Etats-Unis et le rôle de gendarme de la planète qu'ils s'attribuent eux-mêmes font varier le taux de change du dollar, ce qui a des conséquences graves pour l'économie nicaraguayenne. Depuis le mois de mai dernier, et malgré les dévaluations successives, le Nicaragua a enregistré une forte surévalu-

ation du cordoba qui a entraîné la perte du pouvoir d'achat du dollar dans des proportions dramatiques : 60 % entre novembre 89 et novembre 90.

DES DEVALUATIONS DE CARACTERE POLITIQUE

Normalement une dévaluation devrait favoriser les exportations, mais au Nicaragua c'est le contraire qui s'est produit, car les dévaluations ont provoqué le surenchérissement des produits d'importation et des investissements nécessaires à l'augmentation de la production et, par conséquent, favorisé la surévaluation du cordoba. En effet, s'ajoutant les unes aux autres, les dévaluations n'ont pas fait baisser les coûts de production, mais ont au contraire entraîné une accumulation de l'inflation et de la récession. De plus, la réduction des taxes douanières à l'importation ne peut que déprimer davantage la production nationale.

Tout porte à croire que la détérioration de la production nationale faisait partie du plan du gouvernement, d'autant plus que ces mesures s'adaptent parfaitement à la politique économique des Etats-Unis, à savoir l'ouverture de nouveaux marchés où placer ses produits.

Plus que des buts économiques, les variations des taux de change au Nicaragua semblent poursuivre des objectifs de nature politique. Tandis qu'une minorité s'enrichit, on assiste de nouveau à la paupérisation de la majorité. D'autre part, sans une affluence de devises à brève échéance, le gouvernement ne sera pas en mesure de respecter les accords de la concertation et encore moins d'accorder de nouvelles concessions que l'opposition pourrait bien tenter de lui arracher.

Un conflit paraît donc inévitable car, du fait des maigres résultats obtenus à l'issue de la Conférence des pays donateurs à Rome en juin et à Paris en décembre, le Nicaragua se trouve davantage à la merci du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, dont on connaît les dures conditions.

La démission de l'artisan de la "thérapie de choc", F. Mayorga, est un succès qui a encouragé les syndicats d'opposition à poursuivre la lutte contre une politique de stabilisation de nature monétariste.

CONFLIT A TELCOR

Managua, 15 décembre (ANN). Les travailleurs des Postes et Télécommunications (TELCOR) de la Région IV (Granada-Rivas) sont en grève depuis plus d'une semaine. Le conflit menace de s'étendre à tout le pays à cause de l'intransigeance de l'administration.

Tout a commencé lorsque le ministère a tenté d'introduire dans la Région IV une nouvelle méthodologie pour le calcul des primes qui réduisait ces dernières de moitié.

Les travailleurs se sont immédiatement mis en grève, élargissant leur demande au respect de la convention collective que le ministère du Travail a déclarée illégale et à des revendications spécifiques à la région. Bien que l'administration ait reculé sur la question du calcul des primes, le travail n'a pas repris : à l'approche de No 1, le ministère ne veut pas, entre autres, accorder les jouets et le sur-salaire en nature prévus par la convention collective. La grève vient d'être déclarée illégale par le ministère du Travail et l'administration de Telcor a annoncé qu'elle allait engager des poursuites pour "terrorisme et sabotage" contre les travailleurs qui ont coupé les télécommunications avec le Costa Rica et le Panama. Une première tentative de conciliation a échoué le 15, le ministère du Travail ayant adopté une position très ouvertement politique et favorable à l'administration de Telcor. Le syndicat a porté l'affaire à la présidence et devrait rencontrer A. Lacayo dans les jours qui viennent. Si cette réunion ne donne pas de résultat, la grève ne peut que s'étendre. En effet, le refus d'augmenter les salaires, de respecter la convention collective et les graves menaces qui pèsent sur celle-ci ont tendu la situation ces dernières semaines.

JOHN HULL JOUE LES FILLES DE L'AIR

Managua, 14 décembre (ANN). L'agent de la CIA John Hull, dont on a découvert la présence au Nicaragua la semaine dernière, a disparu depuis plus de huit jours. Le gouvernement du Costa Rica, où il est accusé d'homicide et de trafic de drogue, a demandé officiellement son extradition.

C'est le quotidien sandiniste *Barricada* qui avait révélé la présence de J. Hull à Juigalpa, dans la Région V, et ses liens avec les maires et militants de l'UNO (voir bulletin 229). Celui qui, avec Oliver North et John Secord, aidait la contra depuis sa propriété au Costa Rica, était persuadé, comme il l'avait expliqué récemment à un journal étatsunien, que le gouvernement nicaraguayen n'accepterait pas de le remettre aux autorités costaricaines. Il a pourtant jugé plus prudent de disparaître. La police des frontières affirme qu'il n'a pas quitté le territoire, du moins légalement, et la presse cherche sans succès sa trace dans tout le pays.

La Cour suprême de justice examine actuellement la demande d'extradition présentée, quoiqu'avec un retard significatif, par le Costa Rica. Les déclarations du ministre de l'Intérieur indiquent que, si la Cour juge recevable la demande d'extradition, le gouvernement procédera à l'arrestation de J. Hull. Du moins si on le retrouve.

LA PRIMERISIMA RENAÎT DE SES CENDRES

Managua, 13 décembre (ANN). La radio La Primerísima refait ses débuts dans quelques jours. Condamnée à se taire par un attentat qui avait détruit ses installations il y a deux mois, son nouveau départ ne sera pas forcément facile. Ses auditeurs, contraints de lui faire des infidélités, lui reviendront-ils? Le plus préoccupant, selon son directeur William Grigsby, est cependant que la radio doit retrouver des annonceurs et que la concurrence entre les médias, dont la publicité est la principale source de revenus, est sans merci.

La Primerísima recommencera à fonctionner le 18 décembre. W. Grigsby fait preuve d'un optimisme prudent. "Deux mois d'interruption, c'est long pour une radio. Six mois nous seront nécessaires pour nous stabiliser et savoir où nous en sommes. Nous étions au second rang, derrière *Radio YA*, pour ce qui est du taux d'écoute et nous espérons pouvoir reprendre cette position".

Pour l'instant, on peut dire que la première étape a été franchie avec succès. Aucun des 39 travailleurs n'a abandonné et des techniciens ont récupéré ce qui a pu être sauvé de l'incendie pour construire un émetteur à ondes moyenne d'une puissance d'un kw. *La Primerísima* pourra être captée dans un rayon de 30 km, suffisant pour retrouver les faveurs d'une grande partie des 150 000 fanatiques de la radio.

Le projet est toujours d'installer un émetteur de 10 kw, comme celui dont disposait la radio avant l'attentat. Pour pouvoir l'acheter, *La Primerísima* a besoin de trouver 120 000 dollars. William Grigsby rentre d'un voyage en Europe destiné à soutenir la campagne du mouvement de solidarité en faveur de sa radio.

Dès sa reprise et pour la première fois, *La Primerísima* offrira un service radio pour l'Europe qui sera diffusé par les bureaux de *Barricada Internacional* à Barcelone. Les abonnés recevront une cassette hebdomadaire d'informations et de commentaires.

Nous avons demandé à W. Grigsby, à qui on reproche de s'être éloigné du FSLN, quel sera le profil de sa radio à l'avenir. "*La Primerísima* est indépendante, révolutionnaire et sandiniste". C'est avec ces caractéristiques qu'elle compte reprendre sa place dans le débat sur l'avenir du sandinisme et de l'anti-impérialisme.

L'INTERET DE BUSH EN AMERIQUE LATINE

Managua, 12 décembre (ANN/Barricada). Le président G. Bush vient d'effectuer une tournée en Amérique latine pour promouvoir son plan, l'Initiative pour les Amériques, qui prévoit d'éliminer les barrières commer-

ciales sur le continent. Le quotidien *Barricada* a publié deux commentaires de la presse étrangère dont nous vous proposons des extraits.

DETTE ET DEMOCRATIE

Par Herman Beals, UPI

G. Bush a lancé l'Initiative pour les Amériques en juin dernier et l'idée a été généralement bien accueillie par les pays latino-américains, car elle va permettre d'élargir leurs horizons commerciaux, de bénéficier d'un meilleur accès aux capitaux étrangers et d'alléger le poids de la dette officielle des gouvernements, qui est bien plus réduite que la dette privée.

La réalité semble démontrer que les nations de l'hémisphère considèrent cette initiative comme positive mais aussi que leur première préoccupation est de trouver comment payer la dette ou au moins d'en obtenir un allègement (...). Une analyse envoyée depuis Rio de Janeiro par le correspondant du *New York Times* explique : "Le président Bush parle de démocratie. Ses hôtes latino-américains, chefs d'état élus démocratiquement, parlent, eux, de la dette". Le président brésilien Collor de Mello a évoqué sans ambiguïté celle de son pays - 115 milliards de dollars : "Mon gouvernement ne peut exiger davantage de sacrifices s'il n'est pas convaincu qu'ils seront le prix d'une solution possible et cohérente".

Le *New York Times* affirme que le refus de G. Bush d'aborder le problème de la dette est le reflet des nouvelles réalités que vivent les Etats-Unis. C'est que, comme le dit le président lui-même, le pays développé le plus endetté du monde peut difficilement aider la nation la plus endettée des pays sous-développés à se tirer d'affaire.

LES INTERETS ETATSUNIENS

Par *El Excelsior* (quotidien mexicain), 4 déc 1990

G. Bush s'est lancé dans une aventure difficile. Mettre le continent au diapason de l'Europe unifiée est une tâche ardue. Tant au Mexique qu'au Brésil, il a appelé à faire de l'Amérique "le premier continent complètement démocratique dans l'histoire de l'humanité, dont le potentiel lui permet de devenir le marché libre le plus grand parmi les nations souveraines".

Son exhortation entraîne une question : comment y parvenir si le libre jeu de l'offre et de la demande concentre le pouvoir et la richesse entre les mains des pays et des entreprises les plus puissants? Durant sa visite au Brésil, G. Bush a défini ce qui pour lui caractérise ce moment historique : "Je crois en effet qu'il est temps de mettre fin à la fausse distinction entre le Premier et le Tiers monde, qui pendant longtemps a limité les relations politiques et économiques".

Mais le chômage, la pauvreté et le retard économique propres au continent et aux autres pays sous-développés ne sont pas de "fausses distinctions", pas plus que la richesse ou, par exemple, les aberrantes dépenses militaires des Etats-Unis.

Mettre l'Amérique latine au diapason de l'Europe de 92 impliquerait, entre autres, de mettre en pratique un système financier de nature à faire cesser la décapitalisation due au paiement de la dette, de parvenir à un réel transfert de technologies pour rendre plus forte l'industrie latino-américaine et de permettre un commerce juste et équilibré.

Les Etats-Unis sont-ils prêts à cela ou cherchent-ils à renforcer leur pouvoir économique aujourd'hui affaibli pour être en mesure d'affronter la puissance que détient la Communauté économique européenne?

GUATEMALA : LA TUERIE DE SANTIAGO ATITLAN

Mexico 14 décembre (ANN/CERIGUA). A l'aube du 2 décembre, à Santiago Atitlán, bourg situé au centre-ouest du pays (département de Sololá), des troupes de l'armée guatémaltèque ont tiré sur la population civile, tuant 15 personnes et en blessant une vingtaine.

Afin de protester contre la tentative d'enlèvement d'un commerçant par un lieutenant de l'armée au cours de laquelle un enfant a été blessé par balle, une foule de cinq mille personnes s'est dirigée spontanément et en pleine nuit vers le détachement militaire de Panabaj. Bien que la marche se soit réalisée sous la conduite des maires élu et sortant de la localité et que la pleine lune ne laissât aucun doute quant aux intentions pacifiques des manifestants, les militaires n'ont pas hésité à faire usage de leurs armes.

Contrairement à d'autres massacres survenus dans le passé, la presse nationale et internationale ainsi que le Procureur des Droits de l'Homme (*voir note*), Ramiro de Leon, se sont immédiatement rendus à Santiago Atitlán, où ils ont recueilli de nombreux témoignages. Toutes les versions accusent l'armée.

Outre la punition des coupables, les habitants ont de-

NOTE :

Le Procureur des Droits de l'homme est, selon la constitution, élu par le Parlement. R. de Leon, qui a assumé à plusieurs reprises des positions courageuses, a été menacé de mort.

mandé le retrait immédiat de l'armée et de la police de Santiago Atitlán. Le maire qui vient d'être élu, Salvador Ramírez, sentant sa vie menacée, a manifesté que dans le cas contraire, il opterait pour l'exil. "Pourquoi élire des autorités civiles si c'est en fait l'armée qui gouverne?" De son côté, le maire sortant, Delfino Rodas, a affirmé que "depuis dix ans, l'armée harcèle les habitants de Santiago Atitlán, pratiquant l'enlèvement et l'assassinat, et de nombreuses personnes ont été menacées de mort". Les témoignages des habitants quant aux agissements criminels de l'armée dans leur localité concordent pleinement avec ces déclarations. "Depuis 79, les soldats se déguisent en guerrilleros pour commettre toutes sortes de délits." Ils ne cachent pas leur crainte des représailles car, disent-ils, "les soldats se vengent toujours et ils vont tous nous tuer".

D'autre part, les organisations populaires et démocratiques du Guatemala, les organismes des Droits de l'Homme, plusieurs gouvernements et des diplomates ont condamné le massacre de Santiago Atitlán, le qualifiant de "génocide". Les secteurs religieux ont lancé un appel à la population à participer à une grande marche nationale le 15 décembre.

En attendant, plusieurs organismes internationaux, dont les commissions des Droits de l'homme de l'ONU et de l'OEA, se sont rendus sur place pour enquêter sur les circonstances de la tuerie. La première réaction internationale a été la décision de l'Allemagne de bloquer toute l'aide financière et technique qu'elle apportait aux forces de sécurité depuis l'arrivée au pouvoir de V. Cerezo.

De son côté et pour la première fois, le Parlement a approuvé une résolution qui condamne l'action de l'armée et exige le retrait des troupes de Santiago Atitlán. Auparavant, le député de Sololá, Alberto Zapeta, avait manifesté que "ce n'est pas seulement de Santiago que l'armée doit se retirer, mais de tout le département de Sololá, pour que cesse le harcèlement de la population, car cela fait longtemps que l'armée commet des atrocités". Le Parlement a également demandé au gouvernement d'assumer ses responsabilités et d'indemniser les familles des victimes.

L'ARMEE NIE LES FAITS

Le général Juan Bolaños, ministre de la Défense, a affirmé que la nuit du 2 décembre, deux soldats du détachement militaire de Panabaj se trouvaient en état d'ivresse et qu'ils avaient tiré en l'air, "fait qui en principe ne justifie pas la réaction des habitants". Il a ajouté que "des agitateurs et des personnes irresponsables ont incité les habitants à se rendre au détachement, situé dans une aire de plantations de café où régnait une complète obscurité".

Dans un bulletin officiel, l'armée affirme ignorer "les causes qui ont provoqué le soulèvement des habitants". Le colonel Caballeros, chef de la police, a quant à lui

donné sa version des faits: "Un groupe d'habitants de Santiago a voulu pénétrer violemment dans les installations militaires et s'il y a eu des morts, c'est parce que les soldats ont dû repousser cette invasion".

Le Procureur des Droits de l'Homme a immédiatement réfuté tous les arguments avancés par l'armée: il ne s'agissait pas de soldats ivres, mais d'un lieutenant commandant une troupe qui a tenté d'arrêter illégalement un citoyen; de plus, les soldats n'ont pas tiré en l'air, puisque plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées; pas trace non plus "d'agitateurs", la population s'étant dirigée vers le détachement guidée par les maires élu et sortant. Et, en dernier lieu, la pleine lune qui brillait cette nuit-là réfute l'explication du général Bolaños.

RECU DU GOUVERNEMENT

Dans un discours prononcé devant le Palais National le 5 décembre, le Chef spirituel de la communauté indigène d'Atitlán s'est fait l'écho de la soif de justice des habitants de Santiago et a affirmé entre autres: "Nous sommes ici pour protester, pour nous solidariser avec notre maire et si les pouvoirs d'Etat ne délogent pas les militaires de Santiago Atitlán, nous nous verrons dans l'obligation de faire appel aux quarante-cinq mille habitants de notre bourgade pour le faire nous-mêmes".

Dans un premier temps, le président Cerezo avait exprimé que l'armée ne se retirerait pas de Santiago parce qu'elle y avait "une fonction à remplir", mais tout récemment, probablement sous la pression, le gouvernement a décidé le départ des militaires. Toutefois, il n'en va pas de même pour les forces de police, dont la population exige aussi le retrait. Cerezo a en effet manifesté que le bourg ne pouvait être laissé à lui-même, "sans autorité".

LE CHAGRIN DU BAPTEME DECIMA LES INDIENS...

Managua, 10 décembre (ANN). Dans le roman "Sabado de Gloria" (Samedi de Gloire) d'Orlando Núñez (1), dont nous vous offrons ici un extrait, se mêlent avec brio le récit des ultimes combats des "muchachos" contre les soldats de la dictature et les réminiscences d'un lointain passé se rapportant aux atrocités commises par les missionnaires espagnols contre les indiens Caraïbes. "Sabado de Gloria" pose le dilemme des espoirs et des plaisirs de la lutte chez les jeunes rebelles, assaillis de doutes et d'incertitudes à l'approche de la victoire. Au cours du roman, les personnages à la recherche d'une étroite fusion entre leurs désirs individuels et l'accomplissement d'un projet révolutionnaire collectif, descendent au fond d'eux-mêmes et réalisent l'impossible: la résurrection de tous les rêves et la conquête de l'éternité.

"Derrière la cathédrale et abrité par une muraille se trouvait le Théâtre Municipal, anciennement Lion's Club, aujourd'hui Commandement Central du Front Insurrectionnel. Des années auparavant l'Association du Rotary ayant son siège dans ce même club avait demandé à Maître Sebastian, un vieil anticlérical qui se glorifiait d'être l'unique connaisseur des origines du village, une conférence sur le jour de la Race. Il fit le récit de ce qu'on connut dès lors comme la naissance de la ville en fondant comme à l'ordinaire l'authenticité de son histoire sur les peintures murales de la cathédrale. Don Sebastian parsema son exposé de commentaires sur la situation des indiens Caraïbes à l'arrivée des premières missions qui baptisèrent tous les indiens de la vallée. Sur cette question, les interprétations étaient aussi nombreuses que les contours et couleurs ternes des fresques qui ornaient les murs de la cathédrale: le peintre étant mort un siècle auparavant, chacun se chargeait d'en déchiffrer les images et les souvenirs à sa guise.

...Un tableau révèle au premier plan le fleuve Tecomapa auquel une cascade donne naissance; et l'eau bénite qui coule à flots sur la fontanelle des indigènes était si froide qu'ils s'enrhumèrent et qu'elle devint par la suite la première source de chagrin dans ces lieux...

Le dimanche, les prophètes qui passaient la nuit dans les parcs contaient une partie de l'histoire de ce fléau et de ce chagrin, narrant les vicissitudes du péché originel et exhortant à l'obéissance et au repentir; ils parlaient et illustraient ce qu'il était advenu avec tant de véhémence et avec un tel accent de vérité que ceux qui les écoutaient étaient vraiment saisis d'effroi.

...L'orgueil et la désobéissance engendrèrent tous les maux, des flots de sang emportaient la morve qui s'écoulait des narines, et les chassies des yeux maculaient les pagens de jaune; des mouches s'abattaient par millions sur la face gluante de ceux qui résistaient au baptême, parsemant, comme les boutons noirs d'une éruption de varicelle, tout leur corps d'où les merles moqueurs qui volaient aux alentours venaient les arracher à coups de bec. Même les étouffements des enfants n'effrayaient pas ces bêtes ignobles qui mettaient la peau des indiens en sang. Seuls réchappèrent de cette première maladie ceux qui s'enfuirent dans la forêt et ne furent pas rattrappés par les chiens des missionnaires qui s'enrouèrent à force d'aboyer et de hurler après tout ce qui bougeait au milieu des lianes; des chiens se muèrent en loup et en coyote, d'autres burent de l'eau de michiguiste (2) et devinrent des cadejos (3) possédés du diable, les plus malins dénichèrent leurs proies et les dévorèrent. Au village, bien peu survécurent et ceux qui restaient en vie avaient perdu leurs cheveux et même leur fontanelle...

L'un des indiens de la fresque plissait les yeux et Claudia, évoquant ses anciennes lectures universitaires, crut reconnaître Simon, le plus vieil indien de la communauté,

baptisé à maintes reprises et débaptisé de son propre chef en autant d'occasions; celui-là même qui, ayant réuni les quelques habitants du village, leur parla en ces termes: "Nous sommes de moins en moins nombreux, il ne reste presque plus de Caraïbes dans les montagnes et nous devons nous reproduire si nous voulons arriver vivants au jour de la dernière fête. A partir d'aujourd'hui notre principale besogne sera d'accroître notre famille, de nous multiplier pour affronter les missionnaires, et nous n'accepterons pas d'autre eau bénite que la pluie qui tombe du ciel". Claudia ne parvenait pas à comprendre pourquoi sa mémoire remontait aussi loin chaque fois qu'elle voulait évoquer les événements qui précédaient sa rencontre avec Marcos; c'était comme si la ville, les entrailles retournées par les bombardements, pensait à sa place.

Cependant Claudia ne fut pas la seule à avoir recours à cette interprétation censurée pendant des années par la morale populaire et imputée à Don Sebastian depuis la fameuse conférence qui lui avait même coûté son poste de professeur mais qui, vaille que vaille, constitua la première tentative pour élucider les rumeurs du passé, les ragots, les racontars, les légendes, les contes, les bribes d'histoire, les livres défendus, les rancoeurs enfouies et bien d'autres choses que d'aucuns rattachaient à ce qui se passait à présent dans cette guerre contre la dictature.

...Le chagrin du baptême décima la plupart des indiens. Les jours suivants, les couples qui restaient ne quittèrent pas leur cabane; tout confondus au fond de leurs hamacs, ils semblaient de guimauve. Ils passaient le jour entier et toute la nuit à faire l'amour, se lavaient la figure avec le sperme de la veille, chacun se nourrissant de la salive de son partenaire, tout en attendant que s'écoulent les neuf mois qui précédaient la naissance des premiers petits Caraïbes. Quand cela parvint aux oreilles des missionnaires, la fureur s'empara d'eux et ils se repentirent d'avoir révélé aux indiens l'origine de la conception; autrefois, ceux-ci croyaient que les enfants étaient introduits dans le ventre des femmes par un esprit qui profitait de l'ombre du charognard pour se glisser entre leurs fesses et qui y demeurait jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge du caracara. Les gens débattaient de leurs préférences, filles ou garçons; certains penchaient pour les petites filles puisque de cette manière, même avec peu d'hommes, elles pouvaient se reproduire, d'autres en revanche faisaient valoir les avantages d'avoir des garçons pour remplacer tous ceux qui étaient partis dans la forêt et tous ceux qui avaient trouvé la mort au cours de la première guerre contre les missionnaires. Les vieux voulaient des femmes à tout prix pour continuer à se multiplier, car du fait de la pénurie on avait consenti que les pères s'accouplassent avec leurs filles; les vieilles femmes pensaient de même et rêvaient de jeunes hommes, et c'est ainsi que tous s'attelèrent à la tâche que Simon avait assignée. Au bout d'un certain temps toutes les femmes du village arbo-raient un gros ventre, mais les habitants ne se multipliaient pas pour autant du fait de la mortalité des nou-

veaux-nés, ce qui incita Simon à approfondir ses réflexions: il fallait aussi essayer avec les poules et les truies, avec les chiens et les chats et dans la mesure du possible même avec les chouettes; le tout pour la bonne cause de la survie des Caraïbes. Cette dernière décision déclencha quelques complications au village: les vieilles femmes se mirent à jalouser les poules, certains ne mangeaient pas d'oeufs de peur d'avaler un bébé changé en blanc et en jaune, d'autres furent attirés par l'exquise saveur de ces oeufs-là et les nommèrent dès lors "oeufs d'amour". Quant aux coqs, devenus des concurrents désavantagés, ils s'acharnèrent sur leurs maîtres à coups de bec et compensèrent leur handicap en sautant sur leurs femmes quand elles leur donnaient des grains de maïs sur la paume de leur main (...)

Claudia délaissa les peintures murales et grimpa jusqu'au clocher. Le paysage n'était que désolation, la fumée enveloppant la ville soulignait davantage son air de clandestinité et la Forteresse de la Prison Modèle maintenait le défi relevé par les muchachos."

NOTES

- 1) Orlando Núñez occupe actuellement le poste de directeur du Centre pour la Recherche et la Promotion du Développement Rural et Social (CIPRES) à Managua. Il est l'auteur de nombreux essais socio-économiques publiés dans divers pays. Depuis quelques années, il se consacre également à la littérature et au théâtre. *Sabado de Gloria* constitue sa première incursion dans le genre romanesque.
- 2) Arbre tropical, appelé griffe de chat dans les îles caraïbes francophones, auquel l'auteur prête ici un pouvoir magique.
- 3) Chien fabuleux qui, la nuit, erre dans les campagnes et harcèle le voyageur solitaire.

EN BREF

ADIEU LES MINES. L'Institut des ressources naturelles, IRENA, vient de rattacher la zone des mines à la VIème région écologique. L'organisation indigène YATAMA et les organisations sandinistes accusent IRENA de vouloir étouffer économiquement la Région autonome de l'Atlantique nord et demandent au gouvernement de revenir sur cette décision. Mais elles exigent également la suppression de l'Institut de développement des régions autonomes, ministère à la tête duquel se trouve

l'ancien leader miskito Brooklin Rivera, car son existence contredit l'esprit de l'autonomie en accordant au ministre des pouvoirs supérieurs à ceux des Conseils des régions autonomes. Dans la foulée, elles demandent un pourcentage sur les impôts que vont payer les compagnies à qui l'on a offert des concessions dans l'exploitation des ressources naturelles.

OCCUPATIONS DE TERRES. L'ATC, syndicat des ouvriers agricoles, a commencé un mouvement d'occupation progressif de 46 exploitations d'Etat. Le gouvernement avait en effet accordé leur privatisation au bénéfice des travailleurs, mais il est revenu sur son engagement, entre autres parce que certaines sont réclamées par leurs anciens propriétaires.

COMMISSION AGRAIRE. La Commission Agraire Régionale de la Région VI (Matagalpa-Jinotega) a proposé de distribuer aux démobilisés de la contra les terres de 43 domaines privés à l'abandon. Mais le gouvernement n'a pas encore donné son accord et ses hésitations sont interprétées par l'UNAG comme une volonté de sa part de ne distribuer que des terres appartenant à des coopératives ou à l'Etat afin de ne pas engendrer de conflits avec les grands propriétaires fonciers. D'autre part, dans la région I (Nueva Segovia), le problème agraire est loin d'être résolu et la seule alternative, pour les huit mille familles en attente, semble être l'achat de terres privées.

MACABRE DECOUVERTE. L'Association nicaraguayenne des familles des séquestrés et disparus a accusé l'organisation pro-gouvernementale des droits de l'homme (ANDH) de ne pas avoir respecté les procédures légales après la découverte près de Mancotal, au centre-nord du pays, d'ossements ayant vraisemblablement appartenu à des personnes séquestrées par la contra en 1984. En effet, il y a plus de deux mois, l'ANDH a retrouvé et recueilli les restes non identifiés de plusieurs cadavres, dont l'un d'un enfant d'environ douze ans, le

front perforé d'une balle, omettant d'en informer les autorités. On se demande bien pourquoi.

SOMMET DES PRESIDENTS CENTRAMERICAINS.

A partir du 15 décembre, les présidents des pays d'Amérique Centrale et du Panama se réuniront à Puntarenas (Costa Rica). Parmi les sujets à l'ordre du jour figure en premier plan la situation du Salvador. Le FMLN espère obtenir l'appui des présidents de la région pour accélérer le processus de paix et déjouer les manoeuvres des forces armées qui s'opposent à la démilitarisation du pays. On pense également que les présidents évoqueront leur intérêt au maintien de rapports bénéfiques avec la CEE.

LE PANAMA, TELCOR ET L'ANN. La grève des travailleurs de Telcor de la Région IV prive nos lecteurs de l'article de notre correspondant au Panama. Ce n'est que partie remise.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
 Coordinateur: Martin Muheim.
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Téléx: (45) 817585'158 com ch.
 Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

JOYEUX NOEL!

L'équipe de l'ANN-Managua est heureuse d'être encore là pour présenter ses voeux aux lecteurs du bulletin. C'est une année mouvementée qui se termine, mais, grâce à la solidarité de tous, notre projet continue. Notre prochain bulletin paraîtra le 9 janvier 1991, une année qui comportera de nouveaux défis, mais...

SANDINO VIVE, LA LUCHA SIGUE!

JA/PP
 8034 Zurich
 abonnement-poste
 imprimé à taxe réduite